



La Commune



Un protégé en difficulté

Maroc

Au mois d'octobre, la visite de Chirac au Maroc s'est déroulée dans un contexte de crise politique et sociale aiguë qui fragilise le pouvoir féodal. Pour commencer sa visite Chirac, faisant allusion à la condamnation du journaliste Ali Lmrabet à trois ans de prison et à l'interdiction de ses deux hebdomadaires, "Demain" et "Doumani", pour "outrage à la personne du roi", a donné son soutien à la "justice souveraine" de la monarchie alaouite, ce qui en dit long sur sa conception de la justice et de la souveraineté.

Fort de son autorité d'ancien et nouveau protecteur, Chirac est venu apporter un message : la monarchie doit accepter un compromis sur la question du Sahara occidental - héritage empoisonné de l'époque du protectorat franco-espagnol - qui fait aujourd'hui l'objet d'un contentieux à l'ONU.

Le véritable enjeu

Ce conflit, qui oppose l'Algérie et le Maroc par Front Polisario interposé, est particulièrement délicat pour la monarchie marocaine puisque c'est sur la défense de l'intégrité territoriale du pays qu'elle légitime son pouvoir, garant de la souveraineté nationale, ce que l'"opposition" a toujours mis en avant pour justifier son alliance avec la couronne - la "Kutla". Un référendum est prévu. Impulsé par les USA et soutenu par la monarchie espagnole - signalons au passage que tous les partis en Espagne du PP à IU, en passant par le PSOE et le PNV, appuient le Front Polisario, aujourd'hui amoindri, en raison de la désertion de ses principaux dirigeants - le plan Baker préconise l'autodétermination du Sahara ex-espagnol. La monarchie ne peut accepter, officiellement du moins, la tenue d'un référendum en vue de l'autodétermination et une vraisemblable séparation si les conditions fixées par le plan Baker sont réunies. On semble donc s'orienter vers un compromis consistant en une autonomie du territoire qui faciliterait le pillage, par les multinationales, des ressources minières (phosphates et fer) véritable enjeu du conflit. L'affaire est pleine d'embûches pour Mohamed VI qui fonde son pouvoir, de plus en plus précaire, sur son image de rassembleur de tout le peuple marocain - prétexte de toujours de la monarchie pour légitimer sa domination sur un peuple opprimé et affamé - ce que son père Hassan II, n'a réussi d'ailleurs que grâce à la guerre saharienne qui lui permit de se débarrasser de cette jeunesse encombrante et révoltée des années soixante-dix envoyée au front contre ses frères, il faut en effet souligner que lors de la lutte contre le colonialisme français les rangs de l'A.L.N. se nourrissaient tout particulièrement de combattants sahariens. Pour l'instant, la monarchie semble vouloir profiter des attentats de Casablanca pour effectuer une répression ciblée sur cette jeunesse livrée à elle-même et qu'elle ne peut plus envoyer à une guerre providentielle que d'aucuns regrettent, dans les cercles dirigeants.

Facteur de crise

Les récentes élections municipales ont vu la perte des mairies des villes les plus importantes par les candidats de l'USFP ⁱ, une vraie débâcle, selon la presse marocaine, qui a provoqué la démission du parti de Youssoufi, l'ex Premier ministre socialiste, remplacé par Jettou, un technocrate désigné par le roi. C'est la sanction des masses contre la politique de compromissions constantes de l'USFP avec la monarchie, fidèle servante de l'impérialisme depuis la fin du protectorat en 1956. C'est cette politique qui permet le pillage des richesses du pays (agriculture, pêche, phosphates), la privatisation de ce qui reste d'entreprises publiques, la tentative de démembrement du territoire (le Sud saharien a d'énormes réserves en minerai de fer convoitées par les multinationales) au bénéfice de l'impérialisme et de ses laquais féodaux. Chirac est donc venu conseiller son protégé pour qu'il facilite cette entreprise criminelle de spoliation contre tout un peuple et lui souffler, au passage, quelques petites recettes bien utiles comme la nouvelle loi sur le code de la famille, autour de laquelle la presse fait tant de tapage, pour mieux faire passer la pilule des compromissions inavouées et inavouables auxquelles s'apprête le régime féodal.

Aux dernières nouvelles on apprend que les USA offrirait de tripler l'aide déjà consentie à l'armée marocaine pour lutter contre le terrorisme islamique, espérant ainsi infléchir la position marocaine contraire au Plan Baker. Quant à la France, qui n'entend pas céder sa place à son rival américain, elle appuierait la position marocaine en privilégiant des négociations avec l'Algérie sur ce contentieux. L'ONU donne jusqu'à décembre au Maroc pour accepter le Plan Baker, ce qui ressemble à un ultimatum, tandis que les soutiens du Front Polisario en Espagne attisent les braises.

Quelle direction prendra Mohamed VI pour se sortir de cette spirale funeste pour son pouvoir?

Modifié le vendredi 24 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Maroc



La révolte du Rif

Depuis des mois la région du Rif dans le nord-est du Maroc connaît un mouvement de protestation de masse qui ne cesse de prendre de l'ampleur malgré la violence de la répression et pourrait... >>

Un protégé en difficulté

Au mois d'octobre, la visite de Chirac au Maroc s'est déroulée dans un contexte de crise politique et sociale aiguë qui fragilise le pouvoir féodal. Pour commencer sa visite Chirac, faisant... >>
